



COMMUNIQUE DE PRESSE

Arles le 20 avril 2022,

POUR UN MAINTIEN DU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE LA RÉGION SUD AU PARC NATUREL RÉGIONAL DE CAMARGUE

Lors de son dernier bureau, le Conseil Régional a décidé de suspendre *sine die* sa contribution annuelle versée au Parc Naturel Régional de Camargue. Cette sanction ne résout en rien les difficultés actuelles de l'institution et met en péril son fonctionnement.

Différents acteurs du territoire issus du monde associatif, scientifique et professionnels s'unissent pour dénoncer cette résolution dans un contexte de grande fragilité du Parc. Nous sommes conscients des difficultés actuelles de l'institution et nous ne les nions pas. Pour autant, la suppression de 40% du budget de l'organisme public risque de mener le Parc au-devant de grandes difficultés financières.

Rappelons que ce dernier joue un rôle essentiel sur ce territoire en termes de gestion équilibrée et durable de l'eau et des milieux aquatiques, de préservation des milieux naturels et de la biodiversité, de développement rural ou encore de valorisation du patrimoine. C'est une équipe d'une quarantaine de techniciens, chargés de mission et personnel encadrant qui risque d'être fortement pénalisée dans ses actions au quotidien.

Cette décision intervient au moment du lancement de la révision de la charte, moment charnière et stratégique pour un Parc Naturel Régional. Cela augmente le risque de déséquilibre, voire de perte d'un label, qui *in fine*, est décerné par l'Etat.

La stratégie et la politique du Parc Naturel Régional de Camargue est initiée, négociée, voulue et mise en œuvre par les élus locaux. Le Conseil Régional est et doit rester un partenaire privilégié, surtout dans ce moment difficile. Nous appelons tous de nos vœux que le Parc puisse jouer pleinement le rôle qu'on attend de lui au sein d'un territoire exceptionnel qui ne peut que souffrir davantage d'un tel manque de moyens.

C'est pourquoi, nous demandons au Président du Conseil Régional et à ses équipes de revenir sur cette décision tout en restant vigilant sur la mise en œuvre des conditions d'une véritable réforme du fonctionnement du Parc.

Contact :

Jean-Luc MOYA 06.52.35.35.09